

Crise des médias, crises de société : les femmes, les hommes et l'École polytechnique de Montréal

Marc Raboy*

La réalité est, avant tout, une denrée rare. Comme toute denrée rare, elle fait l'objet de luttes... La forme de pouvoir la plus fondamentale est le pouvoir de définir, de désigner et d'afficher la réalité.¹

(Carey, 1989 : 87 ; traduction)

Le 6 décembre 1989 en fin d'après-midi, un homme armé d'un fusil semi-automatique fait irruption dans une salle de cours de l'École polytechnique de Montréal. Il oblige les personnes présentes à se séparer en deux groupes, hommes et femmes. Ensuite, selon des témoins, il crie : « Vous êtes une gang de féministes. J'hais les féministes », avant d'ouvrir le feu. En un quart d'heure, il assassine 14 personnes, toutes des femmes. Puis, il se suicide.

Les médias montréalais ont réagi à cet « événement » spectaculaire de manière tout à fait prévisible. La description détaillée de l'hécatombe, la réaction des représentants des élites, les portraits de l'agresseur et de ses victimes, le deuil des proches et les interrogations des experts ont défrayé la manchette des journaux, meublé des émissions spéciales des téléjournaux et occupé les lignes ouvertes des tribunes radiophoniques.

Mais les lendemains du drame furent marqués notamment par ce que l'on peut appeler une lutte discursive – une bousculade en vue de nommer les choses d'une certaine manière, dans le sillage de l'événement (Pêcheux, 1988). En effet, l'interprétation de ce qui s'est passé a

* L'auteur est professeur au Département d'information et communication à l'Université Laval. Il tient à remercier les étudiantes et étudiants du séminaire de maîtrise « Communication publique, société et démocratie » (Université Laval, hiver 1990) qui ont partagé avec lui leurs réflexions sur le sujet de cet article, ainsi que la journaliste Francine Pelletier et la professeure Sheilagh Hodgins pour leurs conseils généreux.

fait l'objet d'une contestation remarquable et les médias y étaient à la fois partie prenante et haut-parleur des intérêts en présence.

Malgré eux, et à travers la couverture classique qu'ils ont accordée à l'événement, les médias furent témoins du malaise profond provoqué, au sein de la société, par le geste du « forcené », comme la presse l'a baptisé. La vigueur avec laquelle les diverses tendances ont mené leurs tentatives d'interpréter le sens à donner à cette occurrence a indiqué jusqu'à quel point les nouveaux rapports hommes-femmes constituent une crise de société², et le comportement des médias a démontré de quelle façon ces institutions se trouvent elles-mêmes en situation de crise.

Une littérature abondante atteste des limites de la capacité des moyens de communication de masse de contextualiser l'information sociale et d'en expliquer le sens (Tuchman, 1978 ; Carey, 1986 ; Miège *et al.*, 1986). La nature de « l'information-spectacle » et les raisons de son émergence en tant que forme dominante sont également amplement documentées (Debord, 1971 ; Knight, 1989). Enfin, la tendance de l'information médiatisée à soutenir les divers pouvoirs en place a aussi fait l'objet d'études importantes (Glasgow University Media Group 1976, 1980, 1982, 1985).

Les médias rendent compte des « faits divers » sensationnels depuis les premiers balbutiements de la presse conventionnelle (De Bonville, 1988). Depuis une vingtaine d'années, de nombreux groupements politiques et des individus ont eu recours à des gestes spectaculaires dans le but principal d'attirer l'attention des médias dont ils connaissaient très bien, sciemment ou non, les règles de jeu (Gitlin, 1980 ; Schmid et de Graaf, 1982 ; Raboy, 1983).

Le meurtre multiple de Montréal n'avait rien de commun avec ceux-là cependant. Quoiqu'individuel, ce geste était clairement dirigé contre un groupe social identifiable : des femmes sur la bonne voie d'atteindre un certain degré de succès professionnel. Par ailleurs, il a été justifié dans ces termes par son auteur.

Au départ, les médias ont tout fait pour occulter cette évidence. Bien sûr, les « faits » furent rapportés, honnêtement et selon les normes journalistiques établies. Mais c'est justement là que réside le problème, car ce sont les routines du reportage journalistique ainsi que les règles gouvernant la séparation des faits et des opinions qui ont contribué à obscurcir une situation pourtant remarquable de clarté. Dans ce cas, les médias ont joué un rôle idéologique dans la mesure où (pour paraphraser Stuart Hall), ils ont soutenu une série de représentations

du réel qui ne sont « pas tout à fait fausses, mais plutôt une fausse inflection » des rapports réels sur lesquels la domination s'appuie³ (Hall, 1977 : 324 ; traduction, souligné dans l'original).

Dans les rubriques dites « d'information », les médias se sont limités essentiellement au récit du drame, chacun à sa manière habituelle. La présentation a pu varier d'un média à l'autre, chacun façonnant la réalité selon la perception qu'il se fait de son public en tant que marché.

Là où les médias se prononcent normalement en tant qu'institutions sur les grandes questions du jour – dans les pages éditoriales des journaux, par exemple – ils ont manifesté une prudence excessive. Encore plus que d'habitude, ils ont agi comme des courroies de transmission des pouvoirs.

Pourtant, c'est dans ces espaces réservés à l'expression de divers points de vue, notamment les chroniques et les pages d'opinion, et à un moindre degré, dans certaines émissions radiophoniques et télévisées d'affaires publiques, que leur rôle potentiel de lieux d'échange et de partage de communication symbolique s'est en partie réalisé. C'est là, finalement, que les enjeux sociaux furent soulignés et débattus.

En général, les médias se sont trouvés à la remorque du débat public que l'événement du 6 décembre 1989 a suscité. Au lieu de tenter de structurer et d'encadrer ce débat, ils ont plutôt paru soucieux de faire en sorte que l'interprétation de l'événement corresponde à la grille de lecture de la société qu'ils présentent habituellement à leurs publics.

Mais, malgré cela, les rudiments d'un débat public furent mis en valeur. Le débat a même persisté dans les semaines et les mois qui ont suivi le drame et a entraîné dans certains cas des modifications des comportements médiatiques et des critères journalistiques quant à ce qui constitue une information digne de mention. Éventuellement, ce débat a éclipsé l'événement qui l'avait déclenché, pour devenir lui-même un événement.

RÉSUMÉ D'UN RÉCIT MÉDIATIQUE : L'EXEMPLE DE LA PRESSE MONTRÉALAISE⁴

Le jeudi 7 décembre

L'événement s'étant produit en fin de journée, les quotidiens du lendemain matin avaient quelques heures, mais quelques heures à peine, pour réagir.

La Presse se limite à la description primaire de l'événement à la une du 7 décembre : « Un tireur fou abat quatorze femmes », lira-t-on en manchette. Le texte principal parle d'« un geste d'une rare violence contre les femmes », pendant qu'un deuxième texte à la page 2 cite, en titre, le cri du meurtrier : « Vous êtes une gang de féministes. J'hais les féministes ». Enfin, un reportage en provenance de Québec fait état des premières réactions des hommes politiques (l'Assemblée nationale du Québec siégeait au moment du drame).

The Gazette consacre trois textes à la une à l'événement, dont un signé par son chroniqueur-vedette, Jack Todd, qui apparaît normalement en troisième page. Mais la une du journal frappe surtout par une photographie montrant une femme morte dans une chaise de cafétéria pendant que, en arrière-plan, un homme enlève des décorations de Noël. La photo sera éventuellement vendue par *The Gazette* à une agence de distribution et fera le tour du monde.

Le vendredi 8 décembre

La couverture ne commence réellement que le surlendemain, le 8 décembre. *La Presse* annonce dans une bande qui traverse le haut de la une (à la manière des journaux tabloïds) : « Dix pages de textes et photos sur la tuerie à Polytechnique ».

La manchette de *La Presse* met l'accent sur l'assassin (« Le tueur avait trois obsessions : les femmes, la guerre et l'électronique »). Le sous-titre porte sur le sens de son geste : « Le meurtrier antiféministe avait sur lui une 'liste rouge' de 15 femmes connues ». Le texte principal porte surtout sur des aspects biographiques de l'individu, Marc Lépine. On y révèle quelques bribes d'une lettre trouvée sur lui au moment de sa mort (« Il en voulait principalement aux féministes qui avaient gâché son existence »), et on nomme quelques-uns des personnages publics dont les noms figuraient sur sa liste.

Toujours à la une, parmi les divers textes et photos relatifs aux victimes ainsi qu'aux procédures policières, figure à nouveau un article sur la réaction des hommes politiques : le premier ministre déclare que la société ne peut admettre que la violence devienne un exutoire pour la déraison et le désespoir (perspective *law and order*). Le ministre de l'Éducation s'inquiète des soins et de l'encadrement que la société offre aux déviants (perspective « occupons-nous de nos malades »). Le ministre de la Sécurité publique évoque le besoin d'explorer les moyens de resserrer le contrôle des armes à feu (perspective « désarmons les agresseurs »). Le leader de l'Opposition appelle au silence comme seule réaction valable à une telle horreur (perspective

